



Madrid 2006.

Chères lectrices, chers lecteurs,

ב"ה

«L'Amérique est en guerre» ! C'est en ces termes que le président Bush commence son introduction du rapport quadriennal, «The National Security and Strategy of the USA», publié mi-mars par la Maison-Blanche. L'ennemi désigné n'est pas un pays, mais «le terrorisme alimenté par une idéologie agressive de haine et de meurtre». L'intérêt principal de cette étude réside dans le fait que les paroles d'introduction de G. Bush ne s'appliquent pas uniquement aux États-Unis, mais au monde libre en général et plus spécifiquement à Israël, surtout après l'accession au pouvoir du Hamas le 25 janvier 2006.

Cette victoire n'a surpris que ceux qui voulaient croire à la mascarade de la modération des Arabes depuis la signature des Accords d'Oslo. Le temps est venu de cesser de nous mentir à nous-mêmes. Il a toujours été évident que la population locale ne s'est jamais identifiée avec le discours des politiciens de l'Autorité palestinienne (AP), dont le message diffusé à l'égard de l'Occident voulait faire croire à une sorte d'acceptation d'un «compromis territorial», voire éventuellement d'un traité de «paix», après qu'Israël ait cédé au moins la moitié de Jérusalem et accepté, sous l'euphémisme du «droit du retour», l'invasion de l'État juif par quatre millions de «réfugiés palestiniens». Les habitants arabes de la Cisjordanie et de Gaza se sont par contre toujours reconnus dans le message diffusé dans les mosquées vendredi après vendredi, prônant le rejet global du droit à l'existence de l'État juif, appelant au combat pour la destruction d'Israël et à son remplacement par une théocratie islamique: d'abord entre la Méditerranée et le Jourdain, puis en Jordanie et en Irak (où 10'000 terroristes formés en Iran ont été infiltrés), le but final étant de faire la jonction avec l'Iran. ***L'existence même d'Israël constitue le rempart de protection de l'Occident qui empêche cette évolution - le garant du maintien des libertés individuelles.***

Dès le lendemain de la victoire électorale du Hamas, les gouvernements européens se sont voulu rassurants, ils ont réaffirmé le droit à l'existence d'Israël (comme si cela était nécessaire), clamé haut et fort que la non reconnaissance de l'État hébreu était «inadmissible» et qu'il n'était pas envisageable de traiter avec une organisation terroriste, même légalement élue, souhaitant la disparition d'Israël. Mais aucun de ces discours n'a été suivi dans les faits: aucune ambassade de l'AP n'a été fermée ou mise en quarantaine, ni à Londres, ni à Madrid, ni à Paris, ni à Berne. Une semaine avant l'entrée en fonctions du gouvernement du Hamas, l'Union européenne s'est empressée d'inviter ses représentants pour une rencontre officielle à Strasbourg. Pourquoi s'étonner de l'attitude des Européens et de leur complicité avec ceux dont la raison d'être est l'annihilation d'Israël? La collaboration entre les Européens et les ennemis du peuple juif ne date pas d'aujourd'hui. N'est-ce pas en Europe qu'il y a moins de 65 ans, six millions de Juifs, dont un million et demi d'enfants, ont été ouvertement massacrés? Plus récemment, a-t-on vu un pays européen rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran après que son président ait déclaré officiellement qu'Israël devait être rayé de la carte du monde? Rien de tout cela ne s'est produit, l'Occident a immédiatement trouvé des accents de modération dans le discours du Hamas! Lorsqu'Israël dit qu'il est grand temps d'appeler «une organisation terroriste - une or-

ganisation terroriste» et de la mettre au ban de la société internationale, la réponse qui fuse est: «le Hamas a été démocratiquement élu». Mais la démocratie n'est pas un processus électoral, elle dépend de la nature de ceux qui participent aux élections. A l'instar des nazis, le Hamas, élu, ne cache pas son objectif final. A ce sujet, Nathan Sharansky a déclaré au lendemain du 25 janvier 2006: «Des élections libres ne sont pas en soi un indicateur de démocratie. Un vote, dont le choix des électeurs se situe entre une organisation terroriste et une dictature corrompue, ne constitue pas une preuve de démocratie». Il n'en reste pas moins que le résultat très net de ces élections effectivement libres a procuré au Hamas la respectabilité et la reconnaissance internationales dont il ne disposait pas.

Aujourd'hui, la question que tout le monde se pose est de savoir ce que fera Israël. Le Hamas ne se sent pas lié par les accords signés par l'AP, que ce soient ceux d'Oslo, de Wye, de Sharm-el-Sheik ou la Feuille de route. Il en découle que la vision exprimée dans le discours de George Bush en juin 2002 relative à l'établissement d'un «État palestinien viable et démocratique, vivant côte à côte en paix et en sécurité avec Israël», peut aujourd'hui être traduite par: «la création d'un autre État arabe autocratique, fondamentaliste et promoteur de terrorisme construit sur les ruines d'Israël». Tout le concept d'un État palestinien, considéré hier comme la panacée universelle pour régler le conflit arabo-israélien, a donc trouvé sa juste place: aux oubliettes.

Il est vrai qu'Israël tient toutes les cartes maîtresses en mains. Le Hamas ne constitue pas une menace militaire majeure. Israël est donc devant deux alternatives. La première: poursuivre l'aberration de l'unilatéralisme, la seconde: continuer le combat qu'exige la réalité sur le terrain pendant les 50 ou 100 années à venir, sans lâcher de territoire et sans accepter de concessions politiques, tout en faisant face aux difficultés et en poursuivant un seul objectif: développer un État juif puissant. Pour l'instant, il est démontré que la politique du retrait unilatéral n'avait «d'unilatéral» que l'expulsion des Juifs de leurs foyers et l'abandon des terres juives à une organisation terroriste arabe. En fait, il s'est agi d'un échange: ***territoires contre... fusées Kassam***. Depuis la débâcle de Gaza, plus de quatre cents roquettes de ce type sont tombées sur le Néguev, sur Sdéroth et dans la région d'Ashkelon, notamment près du pipeline et de la centrale électrique alimentant 30% du centre du pays. Le vide laissé à Gaza par Israël a été très rapidement comblé par des éléments terroristes affiliés aux différents groupes islamiques internationaux, au Hamas, à Al-Qaïda, au Hezbollah et à diverses factions palestiniennes. En admettant que le nouveau gouvernement israélien opte malgré tout pour la poursuite des retraits unilatéraux en Judée et en Samarie, il ne fait aucun doute que le désastre de Gaza sera rapidement répété, à la différence près que cette fois-ci, les terroristes de tous genres et les fusées Kassam seront installés à quelques kilomètres de Jérusalem, à 11km de l'aéroport Ben Gourion et aux portes de Ranana...

Éhud Olmert dit haut et fort qu'il combattra le terrorisme d'une main de fer et que parallèlement, il souhaite se retirer de la majorité des terres juives de Judée et de Samarie. Toutefois, l'électorat israélien lui a clairement refusé le mandat pour mener la politique de l'unilatéralisme. Kadima se réclame de l'idéologie d'Ariel Sharon. Il est vrai que ce dernier était l'homme de tous les combats et de tous les espoirs, mais aussi celui de toutes les contradictions, à la fois sauveur, bâtisseur et destructeur.

Je me souviens qu'à chacune de nos rencontres, il me disait: «Avant tout je suis un Juif et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour protéger Eretz Israël». Espérons que cet enseignement servira de guide au nouveau gouvernement car, à l'instar de l'Amérique, Israël est en guerre: pour son existence et pour la survie du peuple juif.

Toute l'équipe de *SHALOM* vous souhaite de passer d'excellentes fêtes de Pessah.

פסח כשר ושמח

Roland S. Süssmann
Rédacteur en Chef